

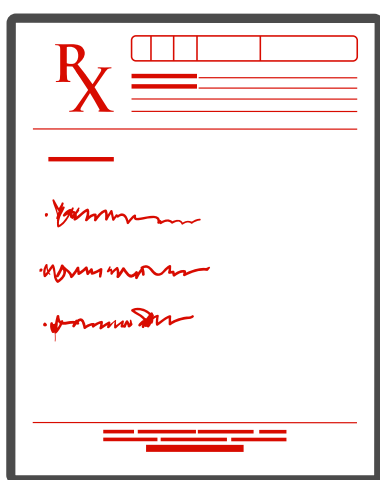
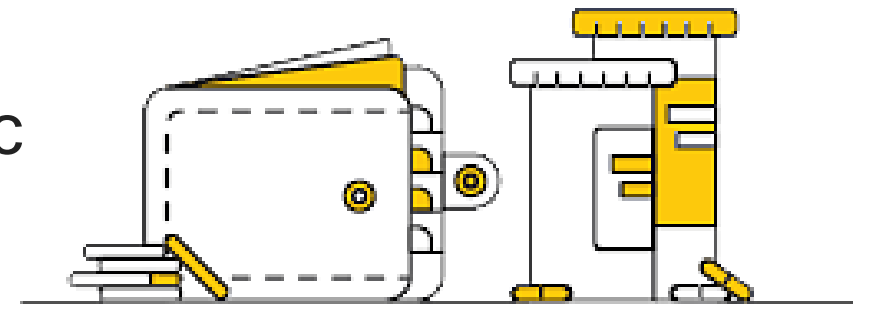
Canada needs a National Public Drug Plan for All

The reasons:

1. One in every 10 Canadians cannot afford the drugs they are prescribed. They end up ill, go to emergency rooms, and in some cases need surgery. Only a third of Canadians are covered by public drug plans which vary from province to province. Most are covered partially through their workplace by private insurance plans that are expensive and unreliable. Another 10% of Canadians have no coverage at all.

2. Of 32 OECD countries Canada pays the second highest cost for prescription drugs. We also lose money by paying insurance companies to administer thousands of plans.

3. Pharmaceutical companies spend \$36,000 per doctor each year, often influencing prescribing behaviour, leading to inappropriate prescribing practices.

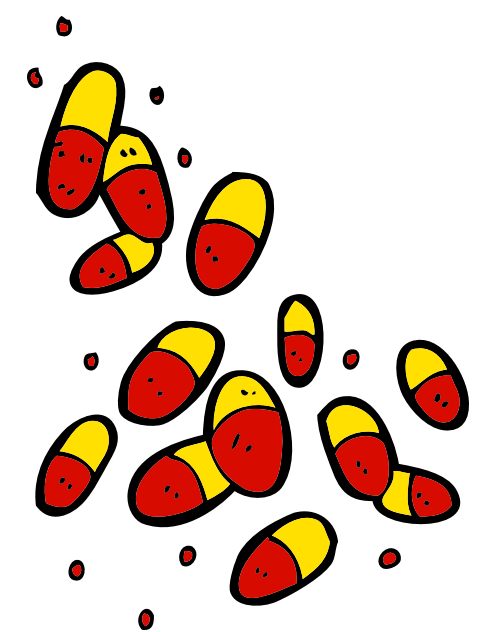


What is a National Public Drug Plan?

- A national public drug plan would provide prescription drugs to everyone in a fair and equal manner, with oversight and some funding by the federal government.
- Drug prices would be negotiated at the national level. With the power to provide access to the whole population of 36 million people, we could achieve up to \$11 billion in savings.
- A national drug agency would improve drug safety by providing independent, accurate information to doctors, independent analysis of new drugs and a national database to track adverse reactions.

Canada can do better

- Canada is the only country with universal health care that does not include drugs.
- Canada is far behind. Many countries introduced national public drug plans in the 1940s at the same time as their public health coverage.

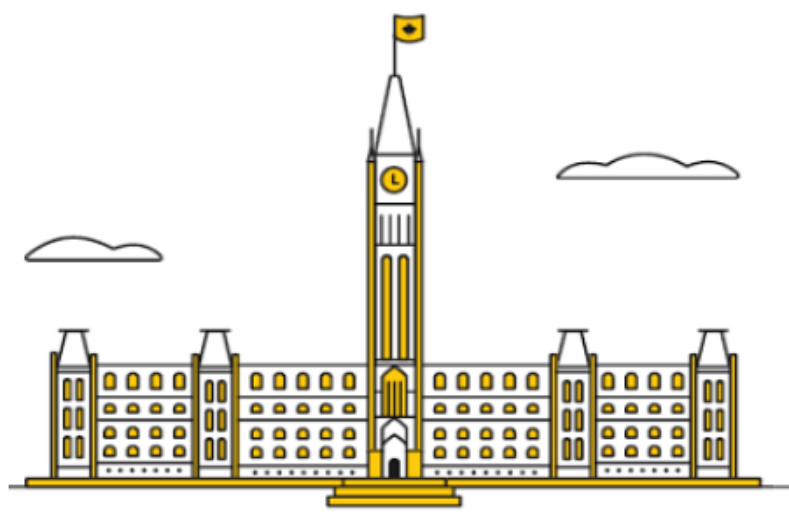
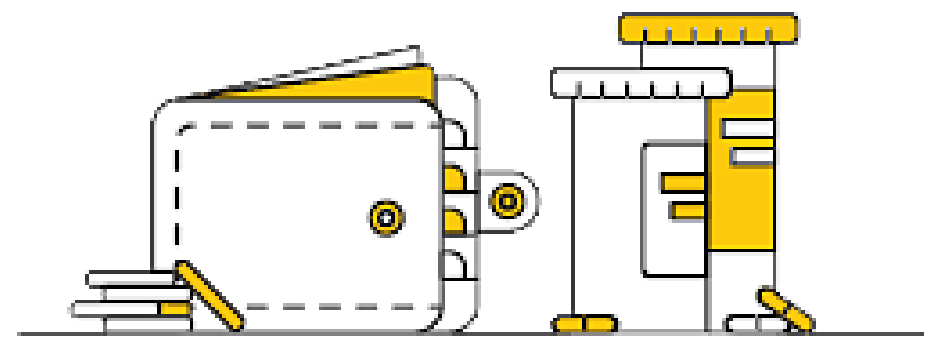


Let's ensure everyone has access to the medicines they need.

Le Canada a besoin d'un régime public national d'assurance-médicaments pour tous

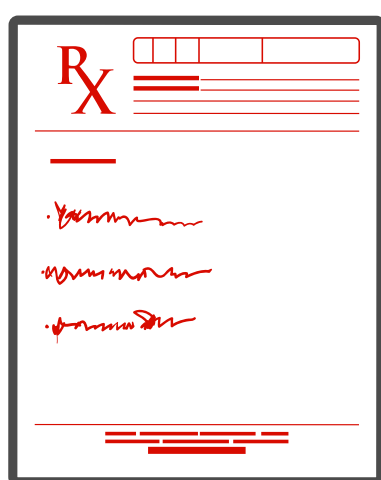
Les raisons :

1. Un (1) Canadien sur dix ne peut payer les médicaments qui lui sont prescrits. Ces personnes tombent alors malades, vont à l'urgence et, parfois, doivent subir une chirurgie. Un tiers seulement des Canadiens sont couverts par des régimes publics d'assurance-médicaments qui varient d'une province à l'autre. La plupart sont couverts partiellement par l'intermédiaire de régimes privés dans leur milieu de travail qui sont dispendieux et peu fiables. Un autre 10 % des Canadiens n'ont aucune couverture.
2. Parmi 32 pays de l'OCDE, le Canada paie le deuxième prix le plus élevé pour les médicaments sur ordonnance. Nous perdons aussi de l'argent en payant des compagnies d'assurances pour administrer des milliers de régimes.
3. Les compagnies pharmaceutiques dépensent 36 000 \$ par médecin, par année, pour influencer leurs pratiques de prescription, engendrant souvent des pratiques qui sont inappropriées.



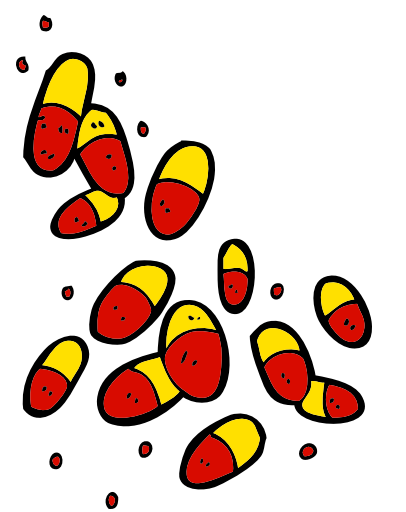
En quoi consiste un régime public national d'assurance-médicaments?

- Un régime public national d'assurance-médicaments fournirait, à tous, les médicaments sur ordonnance de façon égale et équitable, avec une supervision et un certain financement de la part du gouvernement fédéral.
- Le prix des médicaments serait négocié à l'échelle nationale. Avec le pouvoir de donner accès aux médicaments à une population de 36 millions de personnes, nous pourrions réaliser jusqu'à 11 milliards de dollars d'économies.
- Une agence nationale responsable des médicaments permettrait d'améliorer l'innocuité des médicaments en offrant, aux médecins, des informations justes de source indépendante, en offrant une analyse indépendante des nouveaux médicaments, ainsi qu'une base nationale de données permettant de recenser les effets indésirables.



Le Canada peut faire mieux

- Le Canada est le seul pays ayant un système universel de soins de santé qui ne couvre pas les médicaments.
- Le Canada est loin derrière. Plusieurs pays ont adopté des régimes publics nationaux d'assurance-médicaments dans les années 1940, soit en même temps que leurs régimes de soins de santé publics.



Assurons-nous d'offrir, à tous, l'accès aux médicaments dont ils ont besoin.